



Enregistré sous l'Arrêté Ministériel n°092/2011 du 28 juillet 2011

**CANDIDAT PRESIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE**



Me MICHEL OKONGO LOMENA

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

N° réf. : 0421/UV/PN/CPR/08/2018

C'est avec gravité que je viens porter à la connaissance de mes compatriotes et à la face du monde, ma ferme résolution de quitter le processus électoral en cours en signe de protestation pour des raisons suivantes :

1. Absence de lisibilité, de traçabilité, de visibilité et d'inclusivité dans le processus électoral ;
2. Incursion de la Majorité présidentielle au cœur du système électoral afin de torpiller celui-ci ;
3. Prise en otage du processus électoral par la Majorité Présidentielle au pouvoir en dépit de la mise à l'écart, réelle ou supposée, du Chef de l'Etat ;
4. Violation par la CENI du calendrier électoral avec pour conséquence le retardement de la tenue des élections prévues au 23 décembre 2018 ;
5. Imposition par la CENI, de manière unilatérale, de la machine à voter.

"À malin, malin et demi" dit-on.

Sachant que le présent processus électoral étant vicié notamment avec l'adoption par les deux chambres de Représentants d'une loi électorale initiée par le Gouvernement portant sur des amendements contraignants ; le seuil de représentativité électorale fixé à 1% du nombre total de suffrages valablement exprimés pour la députation nationale et à 3% au niveau provincial, ainsi que des dispositions de cautionnement aux montants exorbitants, suivies par l'imposition de la machine à voter, j'ai accepté d'y participer dans le but uniquement de prendre à contrepieds le Chef de l'Etat et de le contraindre à se retirer du processus électoral, notamment en contournant le piège tendu par ce dernier au cas où l'Opposition aurait boycotté le processus tel que souhaité par la Majorité Présidentielle au pouvoir.

Personne ne sait exactement à quand la livraison de 7 hélicoptères ; 7 avions ; 130 camions et 195 pick-up dont le Président Corneille NANGAA a fait mention lors de son diner de presse du 14 août 2018, étant donné que pour atteindre le jour du scrutin, les élections exigent deux éléments essentiels à savoir : **les moyens et le temps.**

Personne ne sait également à partir de quand les pilotes qui auraient été envoyés en formation au Sud-Soudan seront-ils opérationnels pour le déploiement des matériels électoraux dont l'acheminement dans les 90'000 bureaux de vote à travers tout le pays nécessiterait 41'414 rotations à effectuer avant le 23 décembre 2018, jour du scrutin ;

Le retrait du Chef de l'Etat du processus électoral, tout comme la promesse faite par le Gouvernement de financer le processus électoral afin de garantir aux Congolais la tenue des élections à la date du 23 décembre 2018 n'étant qu'un leurre, le pire est à craindre, car tout prouve à suffisance que la CENI, tout comme le processus électoral sont pris en otage par le pouvoir qui serait animé de mauvaises intentions.

Mon retrait du processus électoral en cours, tout comme celui de mon parti politique, Unité des Valeurs, après ce faux départ, ne doit pas être assimilé à un abandon dudit processus, mais j'exige un nouveau départ du processus électoral précédé par la mise en place d'un mécanisme consensuel pour déterminer un cadre juridique sans le Chef de l'Etat Joseph KABILA, qui devra régir l'après 23 décembre 2018 jusqu'à la tenue effective des élections crédibles, inclusives et démocratiques dans un climat apaisé.

Aller aux élections dans ces conditions aurait conduit le pays droit à une période d'instabilité qui engendrerait certainement de graves menaces pour la sécurité de la nation et de la sous-région pendant la période post-scrutins.

Je m'engage à faire usage de tous les moyens possibles pour que l'arbitraire ne puisse prendre le dessus sur la justice, la vérité, le respect de la Constitution et des lois de la République, enfin que soit rétabli de gré ou de force, l'ordre constitutionnel.

Il y a des moments déterminants comme celui que traverse notre pays où il faudrait absolument combattre le feu par le feu pour endiguer la menace afin d'accéder à la victoire totale sans laquelle nous ne pouvons ni recouvrer notre souveraineté, ni nous atteler à la reconstruction de notre pays gravement endommagé par 21 ans d'occupation de l'AFDL.

Je demande la compréhension de tous ceux et celles qui ont soutenu ma candidature, de loin ou de près, sachant que ce n'est qu'une partie remise, car les affaires de notre pays ne doivent pas être traitées avec légèreté, d'autant plus qu'il s'agit bien de la vie d'une nation déterminée désormais à exercer sa vocation nationale et internationale.

Je partage la désolation de notre peuple qui risque de voir sa misère s'étirer alors que mon projet de société élaboré en sa faveur n'attend que la mise en place d'une nouvelle saison politique issue des élections crédibles maintes fois recalées, hélas !

Je salue l'implication des pays amis ainsi que celle de la Communauté internationale qui nous assistent dans notre marche vers la restauration de nos valeurs jadis inversées, et leur assure en retour, de toute notre gratitude.

Peuple congolais, restez vigilant pour l'ultime assaut démocratique. Je ne vous dis pas «*la vie ou la mort*» tel que certains le disent, mais plutôt, NOUS DEVONS VIVRE POUR AVOIR SURVÉCUS.

Que Dieu bénisse la République démocratique du Congo !

Fait à Kinshasa, le 22 août 2018

Me **Michel OKONGO LOMENA**
Candidat Président de la République

ADRESSE DU SIÈGE

Avenue Tamufu n°9
Quartier SANS FIL
Commune de Masina
Kinshasa
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

COORDONNÉES TÉLÉPHONIQUES



817757350
826844627 (WhatsApp)
852908623

RÉSEAUX SOCIAUX

E-mail : univaleurs@yahoo.fr
Site web : unitedevaleur.org
Facebook : [unitedesvaleurs](https://www.facebook.com/unitedesvaleurs)
Facebook : [michel-okongo](https://www.facebook.com/michel-okongo)
Twitter : [unite_v](https://twitter.com/unite_v)
Twitter : [michelokongolomena](https://twitter.com/michelokongolomena)